

Le gouvernement fait des économies sur le dos des salarié·es

Le budget qui se profile est l'un des pires pour la population depuis près de 25 ans. Rien n'échappe aux réductions de dépenses dans les secteurs pourtant indispensables à la justice sociale et écologique.

3,3 milliards en moins pour le travail, la santé et le social

Au travail, à l'emploi, et aux ministères sociaux, au total ce sont plus de 3,3 milliards d'économies que promet le projet de loi de finances en tenant compte de l'inflation. Concrètement, cela signifie : moins d'inspection du travail avec moins de moyens, moins de moyens d'accompagnement social, moins de prestations, France travail, qui fonctionnait déjà mal, va encore fonctionner moins bien. C'est aussi **la suppression de centaines de millions d'euros de l'aide médicale d'État**. Cela signifie que les plus vulnérables, exilé·es, verront leur accès au soin diminuer. Cela signifie aussi une vulnérabilité accrue des migrant·es aux épidémies, comme si les maladies ne circulaient pas dans l'ensemble de la population.

2 milliards en moins pour l'éducation et la recherche

La recherche et l'éducation vont perdre plus de deux milliards d'euros, même si la mobilisation aura permis de préserver les 4 000 postes qui devaient initialement être supprimés. Le service public d'éducation, déjà très dégradé, ne pourra plus fonctionner correctement.

1 milliard en moins pour l'écologie

Les crédits de la mission Écologie sont amputés de près d'un milliard d'euros. Le dérèglement climatique et la crise de la biodiversité exigent pourtant des mesures immédiates et d'ampleur. **Financer des politiques protectrices de l'environnement est indispensable pour améliorer notre quotidien.** C'est garantir la qualité de notre alimentation, permettre une adaptation au changement climatique, y compris du point de vue de la rénovation du bâti individuel. C'est soutenir les énergies renouvelables et l'accès aux véhicules électriques, donc soutenir l'emploi dans ces secteurs.

30 milliards en moins pour les dépenses publiques

La liste est encore longue : le budget s'attaque à toutes et tous les salarié·es du secteur public, en instaurant la baisse de 10% du salaire en congé-maladie, réduit encore les marges de manœuvres de l'administration fiscale (400 millions d'euros), du sport (278 millions d'euros), de la culture (65 millions d'euros), de l'audiovisuel public (80 millions d'euros).

Le budget libéral que souhaite le gouvernement aura des **conséquences désastreuses** pour la vie des plus précaires. Mais plus largement, **il affaiblira les mécanismes de solidarité** que sont les prestations sociales et les services publics qui permettent **de réduire ou compenser les inégalités sociales.**

Les revendications de Solidaires sont à l'opposé de ce projet de budget. Il est possible de financer des services publics de qualité et des mesures de justice sociale et écologique, et c'est indispensable !